

MONITEUR

Synopsis des programmes électoraux

En vue des élections fédérales de 2021 : Les programmes de la CDU/CSU, du SPD, de l'AfD, du FDP, de DIE LINKE et de Bündnis90/Die Grünen ont été comparés dans les domaines suivants :

- **Économie, Finances**
- **Emploi et affaires sociales**
- **Politique sociale**
- **Politique étrangère et de sécurité**
- **Climat et énergie**
- **État de droit et sécurité intérieure**

Table des matières

Economie, Finances	3
Emploi et affaires sociales	5
Politiques sociales	7
Politique étrangère et de sécurité	9
Climat et énergie	11
Etat de droit et sécurité Rechtsstaat und innere Sicherheit	15
Mentions légales	18

Synopsis des programmes électoraux	CDU/CSU	SPD	AfD	FDP	DIE LINKE	Bündnis 90 / Die Grünen
------------------------------------	---------	-----	-----	-----	-----------	-------------------------

Economie, Finances

Frein à l'endettement et augmentation des impôts	P. 70-71 et p. 34	P.22-23	P.32,39	P.10-11	P.11,S.85,87	S.37,38
	<ul style="list-style-type: none"> > Engagement constitutionnel afin de respecter le frein à l'endettement. Les amendements à la Loi fondamentale visant à assouplir le frein à l'endettement sont rejetés. > Considèrent que c'est préjudicieux d'augmenter les impôts. > S'opposent fermement à toute considération visant à introduire de nouveaux impôts sur le patrimoine, tels que l'impôt sur la fortune ou une augmentation des droits de succession. > Désirent réduire la charge fiscale sur les petits et moyens revenus. > Désirent maintenir les coûts non salariaux de la main-d'œuvre à un niveau stable de 40% maximum. 	<p>(Pas d'informations détaillées sur le frein à l'endettement)</p> <ul style="list-style-type: none"> > Désire utiliser la marge de manœuvre constitutionnelle possible pour emprunter. > Souhaite un système plus équitable d'imposition des revenus et une réduction des impôts pour la majorité. > Préconise une réforme de l'impôt sur le revenu qui améliore les petits et moyens revenus et impose des taxes supplémentaires sur les hauts revenus. > Souhaite rétablir l'impôt sur la fortune et réformer les droits de succession.. 	<p>(Pas d'informations détaillées sur le frein à l'endettement)</p> <ul style="list-style-type: none"> > Souhaite se concentrer sur l'impôt sur le chiffre d'affaires et l'impôt sur le revenu et supprimer sans les remplacer l'impôt foncier, l'impôt sur le commerce et les autres petits impôts sur la consommation au niveau fédéral (par exemple, l'impôt sur l'énergie, l'impôt sur les vins mousseux, l'impôt sur le café, etc.) > Appelle à l'abolition de l'impôt sur les successions et à l'introduction d'une taxe numérique nationale pour les géants de la technologie. 	<ul style="list-style-type: none"> > Adhère au frein à l'endettement constitutionnel. > Exige une refonte fondamentale de la politique fiscale et veut soulager sensiblement les citoyens. > Souhaite réduire la charge fiscale des employés et des employeurs à moins de 40 % > Défend l'idée que le taux d'imposition maximal ne devrait s'appliquer qu'aux revenus de 90 000 euros ou plus. > Rejette un impôt sur la fortune et un prélèvement sur la fortune. > Demande l'adaptation régulière du barème fiscal, y compris les abattements, les exonérations et les montants forfaitaires, à l'évolution des salaires et des prix. > Préconise l'abolition des petites taxes et des taxes d'incitation. 	<ul style="list-style-type: none"> > Considère que le frein à l'endettement est nuisible à l'économie nationale et veut le supprimer. > Demande un impôt sur la fortune avec un taux progressif et une exonération du patrimoine privé d'un million d'euros par personne, ainsi qu'un impôt sur le patrimoine. > veut porter l'impôt sur les sociétés à 25 % > Préconise une augmentation des droits de succession pour les gros héritages. > Demande une taxation plus élevée des hauts patrimoines et des revenus, des héritages et des bénéfices du capital et des actions. 	<ul style="list-style-type: none"> > Préconisent une réforme du frein à l'endettement prévu par la constitution pour la Fédération et les États, afin de le rendre plus moderne : limitation des emprunts au montant des investissements nets. > Souhaitent augmenter l'abattement de base de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et, parallèlement, relever modérément le taux d'imposition maximal. > Désirent à nouveau taxer plus lourdement les grandes fortunes, entre autres par des instruments tels que l'impôt sur les successions ou l'impôt sur la fortune.

Logement accessible	P.123-124	P.37-38	P.168,170	P.84,86	P.40-41	P.65,67
	<ul style="list-style-type: none"> > Considèrent toujours le logement adéquat comme la meilleure protection des locataires. > Rejetent les mesures juridiquement controversées et inappropriées telles que le plafonnement des loyers. > Visent la création de plus de 1,5 million de nouveaux logements d'ici 2025. > souhaitent continuer à promouvoir la construction de logements sociaux et ajuster régulièrement les aides au logement à partir de 2022. > désirent promouvoir l'achat de biens résidentiels par une exonération de la taxe sur les transferts fonciers et promouvoir l'expansion des programmes de biens résidentiels de la KfW. 	<ul style="list-style-type: none"> > souhaite préserver les logements accessibles et Créer de nouveaux logements. > considère toujours que la construction annuelle de 100 000 logements sociaux est nécessaire. > souhaite introduire une nouvelle communauté d'habitation et promouvoir ainsi un segment à but non lucratif supplémentaire sur le marché du logement. > demande d'un moratoire temporaire sur les loyers dans les zones résidentielles tendues. > désire supprimer le frein aux loyers et éliminer les lacunes. > Souhaite développer l'instrument de l'indice des loyers qualifiés à l'échelle nationale selon des critères uniformes et juridiquement sûrs et renforcer son importance. 	<ul style="list-style-type: none"> > Considère que la précédente construction de logements sociaux a été un échec. > Souhaite soutenir davantage les locataires à faible revenu par des subventions au logement. > désire verser aux citoyens une allocation de logement municipale supplémentaire en cas d'allocation de logement insuffisante. > S'engage pour un droit du bail équilibré et rejette la surréglementation étatique et les obstacles à l'investissement tels que le frein ou le plafond des loyers. > Souhaite supprimer la taxe sur les transferts de propriété pour les biens résidentiels occupés par leur propriétaire sans remplacement ; pour les acheteurs n'ayant pas la citoyenneté allemande, une taxe sur les transferts de propriété de 20 % du prix d'achat devrait s'appliquer. 	<ul style="list-style-type: none"> > souhaite mobiliser plus de terrains et construire plus. > Exige l'abolition du frein au loyer et la prévention d'une dépression des loyers à l'échelle nationale. > Souhaite faciliter l'accès au marché libre du logement pour les personnes à la recherche d'un logement à faibles revenus avec l'aide de l'allocation logement. > Exige que le droit à un logement social ne soit accordé que si la recherche sur le marché du logement est infructueuse. > Demande une exonération des droits de mutation foncière de 500 000 euros et une augmentation de l'amortissement linéaire de 2 à 3 % 	<ul style="list-style-type: none"> > étend le plafonnement des loyers à l'ensemble de l'Allemagne. > Soutient la campagne "Frein aux prix des loyers" «Mieten-Stopp». > désire sauver le logement social et stimuler la construction de logements municipaux et coopératifs. Un secteur du logement à but non lucratif devrait être créé. > Préconise la promotion de nouvelles formes de logement telles que les syndicats de locataires et les communautés de locataires. > Plaide pour qu'un pourcentage minimum de logements sociaux soit introduit partout. > Demande une nouvelle extension de la protection contre les licenciements (par exemple, un moratoire après un licenciement à cause de la pandémie 	<ul style="list-style-type: none"> > Exigent l'augmentation et le maintien des fonds pour le logement social et l'inclusion du droit au logement dans la loi fondamentale. > Exigent un concept global national uniforme qui garantisse dans une loi fédérale que des limites de loyer supérieures soient rendues possibles dans les immeubles existants et que le frein aux loyers soit supprimé et resserré. > souhaitent également augmenter le parc de logements sociaux d'un million de personnes au cours des dix prochaines années. > désirent limiter les augmentations régulières de loyer à 2,5 % par an dans le cadre de l'indice des loyers. > Exigent la suppression du délai et le renforcement de la limitation du prix des loyers.

Synopsis des
programmes
électorales

CDU/CSU

SPD

AfD

FDP

DIE LINKE

Bündnis90/ Die Grünen

> Favorise l'acquisition de biens résidentiels par le biais de parts sociales coopératives, de modèles de location-vente et de l'acquisition de biens existants..

> souhaite promouvoir l'accession à la propriété par le biais de droits de construction héréditaires, d'un traitement préférentiel des lotissements, de garanties publiques et d'abattements fiscaux spéciaux.

Corona, interdire la résiliation du bail, restreindre l'usage personnel).

> Souhaitent promouvoir l'acquisition de biens immobiliers résidentiels en abaissant les frais et charges supplémentaires d'acquisition, en favorisant la location-vente et les prêts et garanties avantageux..

Accord de libre
échange

P.23-24

> Avec les pays partenaires, désirent renforcer le multilatéralisme en réformant l'organisation mondiale du commerce et promouvoir la conclusion d'accords de libre-échange par l'Union européenne.

> Plaident pour la ratification de l'accord économique de l'Union européenne avec le Canada (AECG).

> Préconisent la mise en œuvre intégrale de l'accord commercial de l'UE avec le Mercosur, sous réserve du respect des normes européennes de production et de produits dans le domaine agricole.

> Cherchent à relancer rapidement les négociations sur la libéralisation du commerce entre l'UE et les États-Unis.

P.P 56

> demande que tous les futurs accords commerciaux, de partenariat économique et d'investissement de l'UE prévoient des mécanismes spécifiques de plainte et de sanction, en plus de normes sociales, environnementales et de droits de l'homme contraignantes.

> Considère l'accord entre l'UE et la confédération d'États MERCOSUR comme un projet important pour la consolidation des relations économiques et politiques entre l'Europe et l'Amérique latine.

> Rejette un accord sans renforcer les normes environnementales, sociales et des droits de l'homme par des mécanismes supplémentaires contraignants et sanctionnables d'examen, de mise en œuvre et d'application

SP. 65

(Les commentaires sur les accords de libre-échange ne sont pas détaillés)

P.9

> Souhaite renforcer le rôle international de l'Allemagne en tant que défenseur d'un libre-échange réglementé.

> Exige que le gouvernement allemand s'oppose aux tendances protectionnistes en Europe et dans le monde et joue un rôle actif de leader dans les accords commerciaux, les accords d'investissement et les conditions d'investissement équitables.

> Appelle à une nouvelle approche pour un accord de libre-échange transatlantique global et la réalisation d'une zone économique transatlantique.

> Considère que l'accord de libre-échange entre l'UE et le Canada (AECG) est une bonne référence et appelle à sa ratification rapide.

> Plaide en faveur d'une conclusion et d'une ratification rapides de l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et les États-Unis Mercosur.

P.140

> Désire que le TTIP soit définitivement abandonné.

> Rejette l'accord CETA et celui avec le Mercosur.

S.38-39

> rejettent les accords comme l'accord Mercosur de l'UE parce qu'ils associent des effets négatifs sur l'environnement ou la souveraineté alimentaire.

> Exigent que les accords commerciaux européens contiennent des normes contraignantes et applicables en matière de droits de l'homme, d'environnement et de société et que les ouvertures de marché dans le secteur des services ne puissent être réglementées que par des listes positives.

> rejettent les accords commerciaux qui ne protègent pas adéquatement le climat, l'environnement et les consommateurs.

> refusent de ratifier l'accord CETA dans sa version actuelle.

Synopsis des
programmes
électoraux

CDU/CSU

SPD

AfD

FDP

DIE LINKE

Bündnis90/ DieGrünen

**Emploi et
affaires
sociales**

	CDU/CSU	SPD	AfD	FDP	DIE LINKE	Bündnis90/ DieGrünen
Le salaire minimum et Hartz IV	<p>P.38,62</p> <p>(Pas d'informations détaillées sur le salaire minimum)</p> <ul style="list-style-type: none"> > Souhaitent revoir la façon dont le revenu est pris en compte dans le SGB II. > Vouloir créer des incitations à l'embauche et par conséquent accélérer la promotion d'une sortie progressive de Hartz IV. > Désirent que le plus de gens possible sortent de Hartz IV et retrouvent du travail. > Demandent une augmentation du salaire minimum de 450 euros à 550 euros par mois et une révision de cette limite en fonction de l'évolution du salaire minimum. > Souhaitent simplifier considérablement la loi sur les prestations du SGB II. 	<p>P.27,33</p> <ul style="list-style-type: none"> > Souhaite augmenter le salaire minimum légal dans un premier temps à au moins douze euros et élargir le champ d'action de la Commission du salaire minimum pour les augmentations futures. > Préconise de faciliter l'accès aux allocations de chômage, notamment en ce qui concerne les nouvelles formes d'emploi et les carrières d'emploi interrompues. 	<p>P.119,121</p> <ul style="list-style-type: none"> > considère que le salaire minimum légal est étroitement lié à l'essence de l'économie sociale de marché. > Préconise une période de droit à l'allocation chômage en fonction de la durée de l'emploi précédent. > Souhaite augmenter la franchise dans le calcul de l'allocation chômage II sans sanctions. > Souhaite un "revenu de base actif" comme alternative à l'allocation chômage II, qui inciterait à gagner un revenu supplémentaire. 	<p>P.34</p> <p>(Aucune information sur le salaire minimum)</p> <ul style="list-style-type: none"> > Souhaite de meilleures règles de revenu complémentaire pour l'allocation chômage II (ALG II). > Considère que les règles actuelles sont démotivantes. > Demande que les revenus des jeunes issus de familles bénéficiaires de l'ALG II ne soient pas du tout pris en compte jusqu'au niveau d'un emploi intermédiaire. > Préconise un taux uniforme pour tous les adultes bénéficiaires de l'allocation de chômage II et du revenu du citoyen libéral envisagé – indépendamment de la situation de couple. > souhaite augmenter le nombre de mini-jobs et les seuils de mi-emploi et les lier au salaire minimum légal (p. 28). 	<p>P.9,26-27</p> <ul style="list-style-type: none"> > souhaite porter le salaire minimum légal à 13 €. > Souhaite abolir le système Hartz IV et le remplacer par une meilleure assurance chômage et un revenu minimum individuel basé sur les besoins sans sanctions. > demande un supplément forfaitaire de 100 € par mois pour tous les bénéficiaires de Hartz IV et les bénéficiaires du revenu de base pendant la durée de la pandémie de Corona. 	<p>P.51</p> <ul style="list-style-type: none"> > Souhaitent porter le salaire minimum légal à 13 euros. > Désirent abolir le système Hartz IV et le remplacer par une meilleure assurance chômage et une sécurité minimale individuelle sans sanctions. > Exigent un supplément forfaitaire de 100 euros par mois pour la durée de la pandémie de Corona pour tous les bénéficiaires de Hartz IV et de la sécurité de base.
L'avenir du système des retraites	<p>P.58,61</p> <ul style="list-style-type: none"> > Défendent la retraite de base. > Désirent éviter la double imposition des retraites . > S'engagent en faveur d'un système de retraite pérenne reposant sur trois piliers : l'assurance retraite légale, la prévoyance professionnelle et la prévoyance privée. > Souhaitent que les indépendants puissent choisir entre l'assurance retraite légale et d'autres types de prévoyance, et soutiennent les régimes de retraite professionnelle. 	<p>P.35</p> <ul style="list-style-type: none"> > Continue à s'appuyer sur l'assurance retraite légale avec ses prestations fiables et son financement solidaire comme base centrale. > Souhaite renforcer la retraite légale et s'engage en faveur d'une prestation de retraite stable et permanente et d'un niveau de retraite permanent d'au moins 48 %. > Rejette un nouveau relèvement de l'âge légal de la retraite. > Souhaite maintenir le droit légal selon lequel les personnes ayant été assurées pendant une période particulièrement longue peuvent prendre leur retraite sans déduction avant d'atteindre l'âge normal de la retraite. 	<p>P.126,131</p> <ul style="list-style-type: none"> > exige que la surcharge imminente des cotisants soit compensée par une subvention fiscale plus élevée dans le financement des retraites. > Désire payer les prestations non liées à l'assurance avec les recettes fiscales. > Exige que les subventions fiscales pour les retraites soient contre-financées par des coupes conséquentes dans les "mesures politiques idéologiques" (par exemple dans la politique migratoire, climatique et européenne). > préconise de laisser la décision de la retraite à l'individu. > Demande que ceux qui ont cotisé longtemps au fonds de pension soient mieux lotis que ceux qui ont moins cotisé, même si leur revenu est plus faible payé en moins. 	<p>P.87-88</p> <ul style="list-style-type: none"> > Oriente la prévoyance vieillesse vers le principe modulaire. > L'objectif est de combiner de manière flexible des éléments de la prévoyance vieillesse légale, professionnelle et privée en fonction de la situation de vie et de les adapter aux parcours de vie modernes. Les droits doivent être suffisamment flexibles pour pouvoir être reportés lors d'un changement d'employeur ou entre un emploi salarié et un emploi indépendant. > Préconise un âge de la retraite plus flexible sur la base du modèle suédois. > Demande l'introduction d'une pension légale d'équité et propose que le premier pilier obligatoire du système de pension soit à l'avenir basé sur deux piliers. 	<p>P.22,24</p> <ul style="list-style-type: none"> > Désire remonter le niveau des retraites à 53 %. > Exige que tous les salariés soient inclus dans l'assurance retraite légale. > Préconise l'introduction d'une retraite minimale solide de 1 200 euros. > Souhaite que la retraite Riester soit transférée vers la retraite légale sur une base volontaire. > Rejette la double imposition. > Souhaite retirer la retraite à partir de 67 ans et considère que les demandes de relèvement de l'âge normal de la retraite sont irréalistes et irresponsables. > Exige l'ajustement immédiat de la valeur actuelle de la retraite (Est) au niveau Ouest. 	<p>P.57</p> <ul style="list-style-type: none"> > Désirent faire évoluer progressivement le système d'assurance retraite vers un système d'assurance des citoyens. > Se diriger comme première étape vers un régime d'assurance des citoyens. > Vouloir assurer, comme première étape une assurance citoyenne, que les indépendants sans couverture obligatoire, par exemple dans les régimes de retraite professionnelle, et les parlementaires soient obligatoirement inclus dans l'assurance de retraite légale. > S'en tenir au principe de la retraite à 67 ans. > Désirent cependant, faciliter les décisions indépendantes sur l'âge de la retraite. > Souhaitent remplacer les retraites Riester et Rürup par un fonds citoyen géré par l'État. Le site des subventions publiques

Synopsis des
programmes
électoraux

CDU/CSU

SPD

AfD

FDP

DIE LINKE

Bündnis90/ DieGrünen

- > Ne considère pas la prévoyance vieillesse privée complémentaire comme un substitut de la retraite légale.
- > Souhaite réduire les obstacles bureaucratiques et les coûts des offres classiques de retraite privée.
- > Souhaite inclure les indépendants, les fonctionnaires et les élus dans l'assurance retraite légale.

- > Préconise l'abolition de la double imposition des pensions.
- > Exige que les hommes politiques cotisent au régime de retraite légal et veut limiter la fonction publique à des tâches souveraines.

- > Souhaite introduire une retraite de base et renforcer les régimes de retraite professionnelle.
- > Désire empêcher la double imposition des retraites (p. 10).
- > Demande une liberté de choix maximale pour les indépendants en matière de prévoyance vieillesse.

pour les les régimes de retraite privés doit être réformer

Assurance
maladie et
crises
sanitaires

P.13,63,69

- > Désirent continuer à compter sur les cotisations paritaires en fonction du revenu, les co-paiements et une part fiscale pour les prestations non assurées pour financer l'assurance maladie obligatoire.
- > Rejetent un système d'assurance uniforme et les mesures allant dans ce sens.
- > Désirent renforcer l'OMS à long terme, financièrement, techniquement et politiquement.
- > Souhaitent accorder plus d'attention aux interdépendances entre l'homme, l'animal et l'environnement (approche "one-health") dans le cadre de la politique de santé mondiale afin de prévenir les futures pandémies.
- > Souhaitent continuer à soutenir activement l'initiative d'un traité international sur les pandémies afin de renforcer la sécurité sanitaire.
- > Exigent la poursuite de la promotion du développement de l'Allemagne en tant que site de santé mondiale reconnu au niveau international.

P.30,35,56,61

- > (ne fournit pas d'informations détaillées sur l'assurance maladie).
- > Préconise l'abolition complète du système de cotisation intégrale et du système de double cotisation pour les retraites professionnelles dans l'assurance maladie obligatoire.
- > Appelle à la création d'une union européenne de la santé souveraine avec une économie de la santé forte et résiliente en Europe.
- > Appelle à la création d'autorités sanitaires européennes à l'épreuve des crises, dotées de pouvoirs et de ressources étendus, afin de mieux répondre aux menaces sanitaires transfrontalières à l'avenir.
- > Plaide pour le renforcement de l'Organisation mondiale de la santé par des réformes.
- > Soutient la campagne mondiale d'immunisation COVAX de l'Organisation mondiale de la santé.
- > Plaide pour le développement de systèmes de santé publique, un meilleur accès aux médicaments et aux vaccins, une plus grande transparence et le renforcement de la santé sexuelle et reproductive.

P.141,145

- > Propose une fusion de l'assurance sociale des soins de longue durée et de l'assurance maladie obligatoire.
- > Demande que l'étendue des prestations de l'assurance sociale des soins de longue durée soit alignée sur le principe d'assurance de l'assurance maladie.
- > Demande une réforme fondamentale de l'OMS, y compris une rationalisation de ses structures et une réduction des contributions et des dons financés par les impôts; si cette réforme n'est pas mise en œuvre, elle préconise le retrait de l'Allemagne de l'OMS.
- > Plaide pour que l'OMS modifie les conditions conceptuelles de l'existence d'une pandémie.

P.38,61

- > Préconise une concurrence entre les caisses d'assurance maladie qui augmente la qualité, l'efficacité et l'innovation.
- > Souhaite élargir la portée juridique des contrats entre les caisses d'assurance maladie et les prestataires de services afin de renforcer les formes innovantes de soins.
- > Préconise une simplification du passage entre l'assurance maladie légale (GKV) et l'assurance maladie privée (PKV).
- > Défend un système de santé solidaire et dual dans lequel la liberté de choix des assurés est garantie par la diversité des caisses d'assurance maladie et des assureurs maladie.
- > Désire sensibiliser aux risques sanitaires posés par les zoonoses, en tenant compte de l'approche One Health.

P.31,32,114

- > Désire abolir la séparation entre l'assurance maladie légale et privée.
- > Appelle à la mise en place d'un système d'assurance maladie complet et solidaire auquel tout le monde participe.
- > Préconise l'amélioration du soutien financier à l'OMS et le développement de la recherche sur des maladies telles que le VIH/sida, le paludisme et la tuberculose.
- > Exige que toutes les personnes vivant en Allemagne reçoivent les services de santé nécessaires sans restriction. Les personnes sans assurance maladie devraient être admises sans dette.
- > Demande l'arrêt immédiat de la double cotisation à l'assurance maladie et à l'assurance dépendance pour les régimes de retraite d'entreprise et l'assurance directe.

P.61-62,115

- (Commentaires sur les crises sanitaires non précis).
- > Préconisent un système d'assurance citoyenne basé sur la solidarité.
- > Souhaitent une assurance citoyenne, dans laquelle chacun reçoit les soins nécessaires, quels que soient ses revenus.
- > Désirent faciliter le retour à l'assurance maladie des personnes assurées statutaires qui doivent des cotisations et améliorer la couverture de l'assurance maladie des travailleurs indépendants à faible revenu.
- > Souhaitent renforcer l'OMS dans sa dotation avec des contributions nettement plus élevées et un mandat clair en tant qu'organisation de coordination de la santé mondiale.
- > Plaident en faveur du transfert de technologies et de connaissances pour la production de médicaments essentiels.

politique sociale

	CDU/CSU	SPD	AfD	FDP	DIE LINKE	Bündnis90/ DieGrünen
L'enseigne- ment numérique	<p>P.81-82</p> <ul style="list-style-type: none"> > Souhaitent que les concepts Pédagogiques et la formation des enseignants soient perfectionnés et que la compétence numérique soit intégrée de manière globale dans l'enseignement. > Appel à la création de centres de compétences pédagogiques à l'échelle nationale, dans le but de mettre en réseau les universités, les instituts de recherche et les établissements de formation des enseignants dans les États et de rendre les résultats de la recherche pédagogique directement utilisables pour la formation des enseignants dans la pratique. > Désirent renforcer les compétences numériques des élèves. > Exigent la lutte contre la cyberintimidation et le harcèlement électronique. 	<p>P.13</p> <ul style="list-style-type: none"> > Demande que chaque élève soit doté d'un terminal numérique et d'un accès à l'internet. > Veille à ce qu'une mise en œuvre simple et non bureaucratique de l'équipement numérique de base soit possible pour toutes les écoles. > Demande de matériel d'enseignement et d'apprentissage pour une éducation inclusive et holistique. > Préconise qu'une plateforme open source, qui a déjà été commandée et financée par le Pacte numérique, soit utilisée à l'avenir pour fournir du matériel d'enseignement et d'apprentissage et une université dans tous les états. > Préconise que le matériel d'enseignement et d'apprentissage et les concepts pédagogiques soient accessibles à tous sur une plateforme open source qui a déjà été commandée par le Pacte numérique. > L'objectif est de se concentrer sur la promotion des compétences médiatiques des enfants et des jeunes. > Souhaite individualiser les processus d'enseignement et d'apprentissage, soutenir au mieux les élèves, former et décharger les enseignants et améliorer la différenciation interne dans l'enseignement (numérique). > Appelle à la création et au soutien de centres de compétences en réseau national pour l'enseignement et l'apprentissage numériques. 	<p>P.149-150</p> <ul style="list-style-type: none"> > Plaide en faveur d'un équipement informatique moderne et actualisé dans les écoles. > Souligne que la numérisation doit toujours être envisagée sous l'angle de l'utilité et de la facilitation du travail. > Souhaite définir des critères contraignants pour les programmes-cadres et les programmes scolaires internes. 	<p>P.18</p> <ul style="list-style-type: none"> > Appelle à un Pacte numérique 2.0 qui exploite pleinement les possibilités constitutionnelles de coopération entre le gouvernement fédéral et les États fédérés dans le domaine de l'éducation. > Souhaite investir dans les administrateurs informatiques, l'équipement des enseignants, le matériel d'apprentissage numérique et la formation continue. > Exige que l'école fournisse un enseignement assisté par ordinateur, tant en face à face qu'à distance. > Préconise l'élaboration de normes claires pour l'utilisation de l'analyse de l'apprentissage dans les écoles. 	<p>P.98-99</p> <ul style="list-style-type: none"> > Demande la poursuite de la formation des enseignants à l'utilisation des technologies et aux questions de protection et de sécurité des données. > Souhaite que chaque enfant dispose d'un ordinateur portable dans le cadre de son équipement pédagogique et qu'il soit initié aux technologies numériques dès son plus jeune âge. > Préconise que l'équipement comprend également une imprimante, y compris tous les consommables, et l'accès gratuit au tarif éducatif à l'internet à domicile. > Demande le soutien d'un personnel spécialisé pour l'infrastructure informatique des écoles. > Souhaite développer l'infrastructure informatique de toutes les écoles et universités en les dotant de connexions à large bande rapides et puissantes, d'un réseau local sans fil (WLAN) pour toutes les salles d'apprentissage et de travail et d'équipements matériels et logiciels modernes. > Souhaite promouvoir les logiciels libres et les ressources éducatives libres (REL). > Préconise un renforcement global de la compétence médiatique, de l'éducation préscolaire à la vieillesse. 	<p>P.148-149</p> <ul style="list-style-type: none"> > Exigent des équipements numériques modernes et respectueux de la protection des données, ainsi que la formation continue et le perfectionnement du personnel enseignant. > Les enseignants doivent placer l'orientation vers les compétences au centre de l'apprentissage; les élèves doivent apprendre de nouveaux contenus de manière ludique et coopérative. La dimension sociale doit également être prise en compte. > Exigent des administrateurs à plein temps pour mettre en place et entretenir l'infrastructure technique dans les écoles. Ceux-ci devraient être financés par le gouvernement fédéral. > Considèrent que les plateformes d'apprentissage ou les systèmes de vidéoc conférence sécurisés et à code source ouvert méritent d'être soutenus, y compris la mise en œuvre du droit de suppression des données personnelles pour les enfants. > Souhaitent développer le DigitalPakt de manière durable.
Promotion des femmes et égalité des sexes	<p>P.78-79</p> <ul style="list-style-type: none"> > Désirent se concentrer sur la situation des femmes dans tous les domaines politiques et prendre des mesures là où les conditions cadres doivent être améliorées. > Exigent une amélioration de l'égalité des chances. 	<p>P.42,44</p> <ul style="list-style-type: none"> > Souhaite atteindre l'égalité entre les hommes et les femmes dans tous les domaines de la société d'ici 2030. > Plaide en faveur de lois sur la parité pour le Bundestag, les Länder et les municipalités. > Exige que le taux de transparence de la rémunération développé de manière à ce que 	<p>P.22,24</p> <ul style="list-style-type: none"> > Rejette la thèse selon laquelle l'article 3 de la Loi fondamentale permet à l'État de favoriser ou de défavoriser des personnes individuelles "par procuration" pour leur sexe respectif afin d'"égaliser" les sexes présentés comme collectifs. 	<p>P.14,16-17,22,32-33,51,73</p> <ul style="list-style-type: none"> > Il souhaite promouvoir spécifiquement les filles et les femmes dans les matières Mathématique Informatique Sciences et Technique. > Milite pour une plus grande diversité dans les entreprises et dans le secteur public et donc aussi pour que davantage de femmes occupent des postes de direction. Il devrait en être de même pour les postes politiques. 	<p>P.103,104,105</p> <ul style="list-style-type: none"> > Souhaite introduire une loi contraignante sur l'égalité de rémunération, y compris le droit d'intenter une action en justice par les associations. > demande un quota de 50 % de femmes dans les postes de direction et une plus grande répartition des tâches et des postes de direction par le biais du partage du travail ou d'autres modèles de travail. 	<p>P.177-178,188</p> <ul style="list-style-type: none"> > s'engagent également pour une loi sur la parité au niveau fédéral et souhaitent et veulent initier les changements correspondants dans la loi. > Désirent faciliter l'engagement des femmes en politique, ils misent sur des mesures et des offres qui permettent aux femmes de s'impliquer plus facilement dans la politique et de la façonner.

- > Désirent éliminer les écarts de salaires et de retraite entre les sexes.
- > Souhaitent s'attaquer aux différences de dispositions en matière de retraite entre les hommes et les femmes ainsi qu'à l'écart inacceptable de revenus pour un travail égal.
- > continuent de demander l'évaluation et une éventuelle révision de l'évaluation de la loi sur la transparence des rémunérations.
- > S'adressent spécifiquement aux jeunes femmes et les attirent vers les mathématiques, les technologies de l'information, les sciences naturelles et les professions d'ingénieur. Mise en place de mesures favorables à la famille dans les universités et pour inciter les femmes à poursuivre des carrières scientifiques.

- que la loi sur la transparence des salaires soit développée de manière à obliger les entreprises et les administrations à revoir les salaires et les traitements dans l'intérêt de l'égalité entre les sexes et à établir des procédures pour éliminer les inégalités de rémunération.
- > Souhaite voir un nombre égal de femmes et d'hommes à la tête des entreprises et aux niveaux de gestion inférieurs, et demande que cela soit étendu à toutes les sociétés cotées ou co-déterminées et que des sanctions efficaces soient introduites en cas de non-respect.
 - > Demande un meilleur accès des femmes au capital de démarrage et une stratégie de financement globale et coordonnée afin d'éliminer les obstacles liés au genre, en particulier pour les jeunes entreprises liées à la numérisation.

- > Rejette l'imposition de quotas fixes par sexe dans un Etat de droit libéral.
- > Refuse un traitement inégal prescrit par la loi comme moyen de parvenir à l'égalité.
- > Considère les quotas comme une discrimination anti-performance, injuste et inconstitutionnelle à l'égard de ceux qui n'en bénéficient pas.

- > Défend un féminisme libéral, qui cherche à s'appuyer sur l'égalité juridique de tous les sexes et à étendre la liberté et le développement de tous les individus.
- > S'engage à aider les femmes entrepreneurs à accéder au capital-risque et à le lever.
- > Souhaite renforcer la position des femmes dans la gestion des crises et des conflits et appelle à un effort plus important pour positionner les femmes à des postes clés et de direction au sein de l'ONU, de l'UE et du gouvernement fédéral.

- > Exige que les politiques sociales et budgétaires soient examinées du point de vue de leur équité entre les sexes et modifiées en conséquence dans le sens d'une budgétisation sensible au genre.
- > Défend un féminisme solidaire et international.

- > Désirent utiliser un "Gender-Check" pour examiner si une mesure ou une loi fait progresser l'égalité des sexes.
- > L'attribution des marchés publics devrait également tenir compte des critères d'égalité entre les sexes.
- > Plaident en faveur d'une stratégie d'égalité des sexes qui englobe tous les domaines de la vie et de la politique, s'applique à tous les ministères et traduit les résultats en objectifs réalisables.
- > Demandent un gouvernement féministe dans lequel les personnes de tous les genres se battent à égalité pour la justice des genres.

Naturalisation
et citoyenneté

P.134-135

(pas d'informations détaillées)

P.46

- > Souhaite introduire dans la loi la possibilité générale de la pluralité de nationalités et supprimer les "obstacles existants" à la naturalisation. En règle générale, la naturalisation devrait être possible au plus tôt après huit ans de résidence.

P.101

- > Exige d'abolir le principe du lieu de naissance et revenir au principe de la filiation.
- > Demande de relever sensiblement les conditions de la naturalisation discrétionnaire. Le droit à la naturalisation doit être rejeté.

P78

- > Demande des critères clairs pour la naturalisation. Les critères doivent refléter les succès de l'intégration.
- > La pluralité de nationalités devrait en principe être autorisée jusqu'à la troisième génération. Ensuite, elle devrait également être possible pour les personnes "si la perte de la deuxième nationalité est associée à des désavantages juridiques ou économiques, si elles ne peuvent y renoncer, ou s'il s'agit de la nationalité d'un État membre de l'UE...".

P.113

- > Tous les enfants et les jeunes nés ici et dont les parents vivent en permanence dans le pays devraient recevoir la nationalité allemande et avoir droit à une nationalité multiple.
- > Exige un droit légal à la naturalisation après cinq ans de résidence pour tous les immigrants.

P.183, 184

- > Exigent l'octroi de la nationalité allemande aux personnes nées en Allemagne, si l'un de leurs parents a une résidence habituelle légale en Allemagne".
- > S'opposent au retrait de la citoyenneté.
- > Après cinq ans de résidence en Allemagne, chacun devrait pouvoir demander la naturalisation.
- > Exigent la suppression de l'option obligatoire dans le droit de la nationalité: "Les modifications apportées au droit de la nationalité doivent être retirées.

Synopsis des
programmes
électoraux

CDU/CSU

SPD

AfD

FDP

DIE LINKE

Bündnis90/ DieGrünen

**Politique
étrangère et
de sécurité**

	CDU/CSU	SPD	AfD	FDP	DIE LINKE	Bündnis90/ DieGrünen
Équipement et missions à l'étranger de la Bundeswehr	<p>P.11,13</p> <ul style="list-style-type: none"> > Souhaitent remplir toutes les obligations militaires et parvenir à un équipement complet de la Bundeswehr; et exiger un renouvellement du système d'approvisionnement. > L'objectif est de porter le nombre de soldats de la Bundeswehr à 203 000, conformément au modèle de structure des effectifs, et de pouvoir fournir dix pour cent des capacités militaires de l'OTAN au plus tard en 2030. > Désirent participer à des missions à l'étranger avec des alliés chaque fois que les intérêts de la sécurité allemande sont menacés'. > Soutenir l'armement des drones pour protéger les soldats en action. 	<p>P.63</p> <ul style="list-style-type: none"> > Plaide en faveur du meilleur équipement possible et du plus haut niveau d'entraînement pour les soldats allemands. > Continue de plaider pour l'amélioration de l'équipement personnel et de la sécurité sociale. > Souhaite que la décision de savoir si les drones doivent également être armés ne soit prise qu'après un débat politique et social approfondi et un examen minutieux de tous les aspects. 	<p>P.66-67</p> <ul style="list-style-type: none"> > Critique le manque de personnel et d'équipement pour les forces armées allemandes. Exige que la Bundeswehr soit bien équipée financièrement afin qu'elle puisse remplir sa mission principale de défense de la nation et de l'alliance. > Exige que la Bundeswehr "retrouve son indépendance, notamment en termes de matériel et de personnel" et s'élève contre la privatisation et la centralisation dans la Bundeswehr. > Plaide en faveur du meilleur équipement possible et du plus haut niveau d'entraînement pour les soldats allemands. 	<p>P.69</p> <ul style="list-style-type: none"> > Désire accroître la capacité opérationnelle des forces armées allemandes et fixer un cap clair pour la modernisation. > Critique le fait que certains systèmes d'armes des forces armées sont dépassés ou seulement partiellement opérationnels et que l'entretien des équipements existants est négligé. > Préconise une révision des changements de tendance introduits jusqu'à présent (matériel, personnel) et une garantie financière à long terme pour le processus de modernisation de la Bundeswehr. 	<p>P.133,135</p> <ul style="list-style-type: none"> > Exige le retrait de la Bundeswehr de toutes les missions à l'étranger et rejette les nouveaux déploiements. > Souhaite investir les fonds qui ont été jusqu'à présent consacrés aux missions étrangères dans un programme civil de reconstruction et de maintien de la paix. > Préconise la réduction du budget fédéral de la défense et la réduction des effectifs des forces armées allemandes. > Préconise un désarmement progressif de la Bundeswehr. Le matériel et les unités conçus exclusivement pour les missions étrangères doivent être démantelés en premier. 	<p>P.129-130</p> <ul style="list-style-type: none"> > S'engager pour que la Bundeswehr soit équipée de manière sûre et prévisible en personnel et en matériel, conformément à sa mission et à ses tâches, et qu'elle soit organisée de manière optimale. > Souhaite r que les missions armées de la Bundeswehr à l'étranger s'inscrivent dans un système de sécurité collective mutuelle et dans un concept politique global fondé sur la Loi fondamentale et le droit international. > Rejeter l'utilisation de drones pour des meurtres extralégaux. Toutefois, il faut reconnaître que ces systèmes peuvent mieux protéger les soldats dans certaines situations. > Exigent donc la clarté dans la définition des scénarios de déploiement de drones armés.
L'objectif de 2% de l'OTAN	<p>P.11-12</p> <ul style="list-style-type: none"> > Respectent les engagements pris par l'OTAN et l'UE de porter le budget de la défense à deux pour cent du produit intérieur brut. 	<p>P.63</p> <p>(Aucune information précise sur l'objectif de 2% de l'OTAN).</p>	<p>P.64</p> <p>(Ne détaille pas l'objectif de 2% de l'OTAN).</p>	<p>P.69</p> <ul style="list-style-type: none"> > Soutient les décisions centrales du Pays de Galles. investira trois pour cent du PIB dans la sécurité nationale ("3D - défense, développement et diplomatie") et respectera ainsi les engagements pris dans le cadre de l'OTAN. 	<p>P.133,135</p> <ul style="list-style-type: none"> > Rejette une augmentation des dépenses militaires et d'armement. > Désire "s'éloigner de l'objectif de 2 % des pays de l'OTAN". 	<p>P.130</p> <ul style="list-style-type: none"> > Rejetent l'objectif de 2 % de l'OTAN pour les compétences et les capacités non acquises.
Relations avec la Chine et la Russie	<p>P.9,11</p> <ul style="list-style-type: none"> > Considèrent la République populaire de Chine comme un concurrent, un partenaire de coopération, mais aussi comme un rival systémique. <p>Poursuivez une double approche :</p>	<p>P.60</p> <ul style="list-style-type: none"> > Invite l'Europe à s'engager dans un dialogue uni, constructif et critique avec la Chine sur la coopération et la concurrence. 	<p>P.64-65</p> <ul style="list-style-type: none"> > Considère qu'un relâchement des tensions avec la Russie est une condition préalable à une paix durable en Europe. > Préconise donc la levée des sanctions de l'UE et l'élargissement des relations économiques avec la Russie. 	<p>P. 69-70, 72-72</p> <ul style="list-style-type: none"> > Considère la politique actuelle de la Fédération de Russie avec une grande inquiétude et appelle à un arrêt immédiat de la violence dans l'est de l'Ukraine et de l'annexion de la Crimée, qui est contraire au droit international. 	<p>P.133,137-138</p> <ul style="list-style-type: none"> > Refuse de décrire la Russie et la Chine comme "images de l'ennemi". > Préconise des relations internationales pacifiques, notamment avec la Russie et la Chine. > Exige une politique de détente politique à l'égard de la Russie. 	<p>P.117,118</p> <ul style="list-style-type: none"> > Exigent la fin des violations des droits de l'homme commises par la Chine au Xinjiang, au Tibet et à Hong Kong. > Reconnaître la nécessité d'un dialogue constructif avec la Chine avec des contre-stratégies claires

1. Désirent contrer la volonté de puissance de la Chine – là où c'est nécessaire – en étroite coordination avec les partenaires transatlantiques et les autres démocraties partageant les mêmes idées.
2. S'efforcent – dans la mesure du possible – de coopérer avec la Chine.

> Préconisent une stratégie européenne sur la Chine et une approche commune de l'Occident.

> Exigent une plus grande unité politique et la capacité de dissuasion crédible et de résilience de l'UE et de l'OTAN face aux menaces de Moscou contre les alliés de l'OTAN et aux cyberattaques, à la désinformation et à la propagande russes.

> Désirent continuer à rechercher le dialogue et la coopération avec la Russie là où il y a des intérêts communs.

> Condamne les graves violations des droits de l'homme dont sont victimes les minorités, notamment les musulmans ouïgours.

> Adhère au principe internationalement reconnu d'"un pays, deux systèmes" en ce qui concerne le statut de Hong Kong.

> Souhaite que des progrès conjoints soient réalisés avec la Russie dans l'intérêt de l'Allemagne et de l'Europe sur les questions de sécurité commune, de désarmement et de contrôle des armements, ainsi que sur le climat, la durabilité, l'énergie et la lutte contre les pandémies.

> Souligne que la Russie enfreint régulièrement le droit international et tend ainsi les relations avec ses voisins. Malgré toutes les critiques nécessaires, la Russie devrait également être prête à s'engager dans le dialogue et la coopération.

La paix en Europe ne peut être obtenue contre la Russie, mais seulement avec elle.

> Estime que les contacts avec la société civile sont particulièrement précieux dans les relations avec la Russie et qu'il convient de les promouvoir et de les élargir et devrait être davantage encouragée et étendue.

> Préconise, entre autres, la reprise de pourparlers réguliers dans le cadre du Conseil OTAN-Russie.

> Considère que l'achèvement et la mise en service du gazoduc Nord Stream 2 sont indispensables.

En ce qui concerne le projet chinois de "nouvelle route de la soie", il préconise une participation proactive de l'Allemagne à ce projet.

> Appelle l'Allemagne à compléter la stratégie chinoise de la route de la soie d'Est en Ouest par "une initiative d'Ouest en Est".

> Souhaite que la coopération avec la Chine ne se fasse que dans des conditions d'égalité et d'équité. Cela nécessite en particulier un alignement du cadre juridique pour le commerce et l'investissement.

> Soutient explicitement les sanctions imposées par l'UE, mais souhaite veuille faciliter les déplacements de la société civile.

> Exige que le gouvernement russe revienne à l'état de droit et au respect des droits civils et du droit international.

> Souhaite développer les relations entre l'UE et la Chine de manière ciblée "indépendamment de la rivalité systémique" et approfondir les relations économiques et de la société civile.

> Reconnaît que des échanges plus étroits avec la Chine ne peuvent se faire que sur la base et dans le respect du droit international applicable.

> Examine le développement de la démocratie et de l'état de droit à Taiwan comme un contre-projet réussi au système de gouvernement autoritaire de la République populaire de Chine et soutient les citoyens de Hong Kong.

> Préconise la dissolution de l'OTAN et son remplacement par un système de sécurité collective avec la participation de la Russie.

> Demande l'ouverture de négociations sur un "traité germano-russe" ayant pour but la réconciliation et l'amitié entre les deux pays.

(Ne donne pas d'indications concrètes sur ce que devrait être une politique à l'égard de la Chine).

lorsque la Chine cherche systématiquement à affaiblir les normes internationales.

> Adhèrent à la "une seule politique de la Chine" de l'Union européenne.

> Souhaitent développer les échanges politiques avec Taiwan.

> Adhèrent aux conditions formulées par l'UE pour l'assouplissement des sanctions contre la Russie et veulent renforcer les mesures si nécessaires.

> Exigent du gouvernement russe qu'il mette en œuvre ses engagements au titre de l'accord de Minsk. Exiger l'arrêt du projet de gazoduc Nord Stream 2.

> Plaident en faveur d'un dialogue constructif sur le climat avec la Russie.

**Climat
et énergie**Outils pour
atteindre les
objectifs
climatiques

P. 40, 42

> S'engagent à respecter les objectifs climatiques de Paris et les objectifs de la loi sur la protection du climat récemment modifiée par le gouvernement fédéral: l'Allemagne doit être neutre sur le plan climatique d'ici 2045. D'ici 2030, les émissions de gaz à effet de serre doivent être réduites de 65 % par rapport à 1990, et de 88 % d'ici 2040.

> Pour atteindre les objectifs climatiques, il faut compter sur des technologies innovantes, des investissements économiques et une action coordonnée de la politique, de l'industrie et de la société.

Nous voulons garantir et promouvoir les possibilités de captage et de stockage du CO₂ (CSC) de manière coordonnée dans l'UE.

> Désirent s'appuyer sur des instruments efficaces basés sur le marché dans le cadre d'une combinaison d'instruments sur la voie de la neutralité climatique.

> L'objectif est d'étendre le système européen d'échange de droits d'émission aux secteurs du bâtiment et de la mobilité et d'établir un système européen complet d'échange de droits d'émission avec un "prix unique et une connectivité mondiale". Les recettes devraient être entièrement remboursées aux citoyens par une réduction des prix de l'électricité.

> Exigent que toutes les mesures garantissent que les processus de production ne soient pas délocalisés dans des pays tiers aux normes de protection du climat plus faibles et que les émissions continuent d'y être émises (fuite de carbone). À cette fin, des normes ambitieuses devraient être établies par le biais de coopérations climatiques internationales avec les grandes économies, ainsi qu'une égalisation des limites de CO₂ conforme aux règles de l'OMC au niveau de l'UE.

P.4,8,10

> Engagement en faveur des objectifs climatiques de Paris et des objectifs de la loi sur la protection du climat récemment modifiée par le gouvernement fédéral: neutralité climatique de l'Allemagne d'ici 2045. D'ici 2030, les émissions de gaz à effet de serre doivent être réduites de 65 % par rapport à 1990, et de 88 % d'ici 2040.

> Investir à cette fin de manière ciblée dans les infrastructures et les innovations et, dans la perspective de la restructuration socio-écologique de l'économie, mesurer à l'avenir le succès économique non seulement en termes de produit intérieur brut, mais aussi en termes de bien-être de la société et de la nature dans son ensemble. La base de cette démarche devrait être un contrat social-écologique.

> Désire utiliser les recettes du prix national du CO₂ pour financer la taxe EEG et ainsi faire baisser le prix de l'électricité, et aussi pour examiner un remboursement par habitant. Les subventions qui sont néfastes pour le climat et l'environnement doivent être démantelées.

> Demande que l'État donne des impulsions décisives par le biais de règles du jeu intelligentes qui génèrent des innovations sociales et techniques, par la promotion de la science et de la recherche et par des investissements massifs et constants dans l'industrie et les infrastructures modernes.

> Souhaite rendre les fuites de carbone "peu attrayantes" grâce à des "instruments sur mesure".

> S'engager à éliminer progressivement le charbon d'ici 2038.

P.175,180

>Le climat en soi n'est pas pris en compte et il est pas "protégeable".

> Rejette le plan de protection du climat 2050 du gouvernement allemand et les mesures de décarbonisation.

> Désire mettre fin à l'accord de Paris sur le climat.

> Exige le retrait de l'Allemagne de toutes les organisations publiques et privées de "protection du climat" et retrait de tout soutien.

> Exige un discours public et libre sur les causes du changement climatique et les conséquences dévastatrices de la décarbonisation.

> Souhaite abolir toute forme de taxation du CO₂.

> Exige une ouverture à la technologie pour faire face aux défis du présent.

> Rejette par principe l'élimination progressive du charbon.

P.58,60

> S'engage à atteindre les objectifs de Paris en matière de climat et fait référence à la neutralité climatique de l'UE et de l'Allemagne d'ici 2050, comme convenu dans l'accord de Paris, ou à une date antérieure si cela est décidé au niveau de l'UE.

> considère que la lutte contre le changement climatique repose sur la recherche, la connaissance, l'innovation, la créativité du plus grand nombre et la concurrence des meilleures idées.

> Désire que les technologies de "captage et de stockage du carbone" et de "réduction du dioxyde de carbone" (CSC et RDC), qui permettent d'éliminer directement le CO₂ de l'atmosphère, offrent de grandes possibilités en matière de protection du climat. Des certificats négociables devraient également être émis à cette fin.

> Souhaite étendre le plus rapidement possible à tous les secteurs et géographiquement le système européen d'échange de quotas d'émission en tant qu'instrument central de protection du climat. Vise un prix du CO₂ uniforme et mondial à long terme.

> Souhaite prévenir les fuites de carbone et, à titre de solution transitoire, compte sur la poursuite du développement d'une protection contre les fuites de carbone conforme aux règles de l'OMC et fondée sur le système européen d'échange de quotas d'émission.

> Préconise le versement d'un dividende climatique et la réduction du prix de l'électricité par l'étalement du prélèvement EEG et la minimisation ou la suppression de la taxe sur l'électricité.

> Souligne que l'abandon progressif du charbon et de l'énergie nucléaire, ainsi que l'augmentation de l'alimentation par les énergies éolienne et solaire fluctuantes, posent d'énormes défis au système énergétique.

P.56,61

>"Afin d'avoir la moindre chance d'atteindre l'objectif de 1,5 degré pour limiter le réchauffement climatique, le Parti de Gauche demande une transformation vers une économie et une infrastructure sans CO₂ d'ici 2035. Pour cela, un changement de système écologique et social de gauche et des investissements publics massifs sont nécessaires.

> Rejette l'échange de droits d'émission comme instrument directeur de la protection du climat.

> Souhaite adapter les subventions prévues par la loi sur les sources d'énergie renouvelables de manière à ce qu'elles soient également rentables pour les petits exploitants et les municipalités.

> Désire supprimer les grandes entreprises énergétiques, placer le redressement énergétique entre les mains du secteur public et coopératif, entre autres par la vente des grands producteurs d'électricité et de l'infrastructure du réseau, et orienter ainsi l'approvisionnement énergétique vers le bien commun.

> Exige le retrait de l'État des placements financiers, des investissements et des subventions qui alimentent des projets au service de l'industrie des énergies fossiles et nucléaires.

> Appelle à une élimination progressive du charbon d'ici 2030.

P.3,7

> Désirent sur la base des objectifs climatiques de Paris, rendre l'Allemagne climatiquement neutre d'ici 2040. L'objectif climatique national pour 2030 devrait être renforcé pour atteindre une réduction de 70 % des émissions de gaz à effet de serre par rapport à 1990.

> Exigent une refondation socio-écologique de l'économie de marché.

> Désirent donner une sécurité de planification à l'économie allemande et européenne avec des objectifs ambitieux sous forme de valeurs limites, d'objectifs de réduction de CO₂ et de normes de produits, donner des impulsions pour de nouveaux investissements et garantir ainsi que "les produits les plus durables sont aussi les moins chers". Cet objectif doit être atteint grâce à une combinaison d'instruments comprenant la tarification du CO₂ avec compensation sociale, des mesures d'incitation et de promotion, ainsi que des dispositions réglementaires et le démantèlement des subventions nuisibles à l'environnement.

> Demandent un prix minimum de 60 euros dans les échanges nationaux de droits d'émission pour l'industrie et l'électricité si cela n'est pas "réalisé assez rapidement au niveau européen".

> Exigent une augmentation rapide du prix du CO₂ dans le système national d'échange de quotas d'émission pour la chaleur et le transport à 60 euros d'ici 2023 afin d'atteindre les objectifs climatiques d'ici 2030. Les revenus du système national d'échange de quotas d'émission devraient être remboursés à la population sous forme d'argent de l'énergie par habitant.

> Exigent un frein au CO₂ pour toutes les lois et un examen de leur impact climatique ainsi que de leur compatibilité avec les objectifs climatiques nationaux.

> Désirent avancer l'élimination progressive du charbon à 2030.

Synopsis des programmes électoraux	CDU/CSU	SPD	AfD	FDP	DIE LINKE	Bündnis90/ DieGrünen
<ul style="list-style-type: none"> › S'engagent à éliminer progressivement le charbon d'ici 2038. 	<p>La mobilité du futur</p> <p>P.47-50, 130-131</p> <ul style="list-style-type: none"> › Désirent que l'Allemagne reste un centre de mobilité et de logistique en Europe. Nous voulons mettre en œuvre énergiquement et développer davantage le plan national pour le vélo. › Souhaite renforcer la viabilité future de l'Allemagne en tant que lieu de mobilité, accélérer le développement de produits et susciter l'enthousiasme pour une mobilité durable et innovante. Cela inclut la conduite autonome. › Souhaitent outre l'électromobilité, nous voulons également utiliser les carburants synthétiques dans le transport routier et – comme l'hydrogène – également dans les poids lourds à l'avenir. › Désirent une norme minimale nationale pour les transports publics locaux. Exigent l'utilisation des possibilités de la numérisation pour les transports publics: Soutenir l'exploitation de plates-formes numériques de mobilité, la mise en réseau des différents modes de transport et une véritable articulation entre les transports motorisés privés et les transports publics. › Souhaite renforcer le transport ferroviaire avec le Deutschlandtakt. Demander que des synergies maximales soient exploitées dans le transport de marchandises et de passagers dans le système ferroviaire avec une offre attractive de la Deutsche Bahn. › Envisagent de maintenir l'Allemagne comme site d'aviation avec le développement et la production de carburants synthétiques pour l'aviation en Allemagne. › Souhaite exonérer la taxe sur le trafic aérien les vols sur lesquels des carburants alternatifs sont utilisés. › Souhaitent une plus grande promotion des carburants alternatifs pour la navigation des expéditions intérieures. 	<p>PP. 11-12</p> <ul style="list-style-type: none"> › Désire faire avancer le tournant du transport et construire le système de mobilité le plus moderne et le plus respectueux du climat en Europe d'ici 2030. › Promouvoir la recherche, le développement et les projets pilotes afin que les navires, les avions et les camions n'émettent plus de CO2, ainsi que des projets visant à mettre en place une économie de l'hydrogène respectueuse de l'environnement. › Souhaite améliorer l'attractivité des transports locaux. Nous voulons que tous les citoyens aient accès à des transports publics locaux à proximité de chez eux. Tous les nouveaux bus et trains devraient être climatiquement neutres d'ici 2030. › Demande que toutes les grandes villes soient reconnectées au réseau longue distance et que de nouvelles liaisons par trains rapides et trains de nuit soient établies avec les pays voisins. Les voyages en train en Europe devraient être moins chers et plus attrayants que les voyages en avion. › Souhaite électrifier au moins 75 % du réseau ferroviaire d'ici 2030, poursuivre la numérisation des chemins de fer et soutenir les utilisations obligatoires des lignes non électrifiées, comme l'utilisation de trains à hydrogène. › Préconise de façonner activement le développement des entraînements électriques afin que l'industrie automobile reste la première industrie et que l'avenir des nombreux petits et moyens fournisseurs et de leurs emplois soit assuré. › Souhaite qu'au moins 15 millions de voitures soient entièrement électriques en Allemagne d'ici à 2030. › Souhaite une limitation de la vitesse à 130 km/h sur les autoroutes. 	<p>P.188-193</p> <ul style="list-style-type: none"> › Souhaite mettre fin immédiatement au traitement préférentiel de la mobilité électrique en raison d'un manque de capacité électrique et de l'impact environnemental global de la production de batteries. › Demande que le remplacement éventuel du moteur à combustion par d'autres formes de propulsion soit une question de progrès technique et de marché et ne repose pas sur la politique d'approvisionnement de l'UE. › Soutient l'expansion du réseau ferroviaire – notamment l'élimination des goulets d'étranglement et l'expansion du réseau à grande vitesse. › Demande que la réduction des temps de trajet sur toutes les liaisons soit l'objectif premier du projet "Deutschlandtakt". › Préconise la suppression de la taxe sur le trafic aérien et s'oppose aux objectifs de réduction des émissions de CO2 de l'UE. › Souhaite que les aéroports allemands soient renforcés en tant que facteur économique dans le cadre d'un "plan de trafic aérien 2021". 	<p>P.26-29</p> <ul style="list-style-type: none"> › Rejette les interdictions disproportionnées de la mobilité et privilégie l'innovation, la raison et la liberté. › Souhaite promouvoir les innovations par bonds telles que la conduite autonome, l'hyperloop, les drones ou les taxis aériens. › Demande des lois et des règlements ouverts à la technologie dans la construction de véhicules et la fin des subventions et des exigences unilatérales. › Souhaite l'expansion à l'échelle nationale des stations de recharge rapide et des structures de paiement interoperables pour l'e-mobilité. › Envisage de séparer l'infrastructure et les opérations ferroviaires et privatiser l'exploitation. Le réseau doit rester la propriété du gouvernement fédéral. Objectif: plus de passagers et de marchandises sur les chemins de fer grâce à la concurrence. › Préconise la suppression de la taxe sur le trafic aérien, une réorganisation des redevances de sûreté aérienne et la prévention d'une extension des interdictions de vol de nuit. › Souligne la nécessité d'un espace aérien européen unifié. › Demande le renforcement des ports maritimes et intérieurs et des voies navigables. Il est important d'accorder au transport maritime l'attention qu'il mérite en raison de son importance stratégique pour l'Allemagne en tant que nation exportatrice. 	<p>P.62-66</p> <ul style="list-style-type: none"> › Désire rendre le vélo et la marche plus attrayants et plus sûrs au quotidien. Appelle à la création d'un réseau cyclable national. › Appelle à un développement complet et sans obstacles des transports publics et souhaite doubler le nombre d'utilisateurs d'ici à 2030. › Désire rendre les transports locaux progressivement gratuits pour tous et les voyages en train moins chers. › Souhaite que les nouveaux services de mobilité relèvent exclusivement de la souveraineté publique dans le cadre des transports locaux, en étroite coordination ou coopération avec les compagnies de taxis. Le trafic de livraison dans les villes devrait être organisé publiquement. › Souhaite promouvoir la mobilité électrique dans les transports publics. Demande l'arrêt de la construction et de l'extension des autoroutes. Au contraire, le développement des transports publics, des pistes cyclables et des sentiers pédestres. › Demande l'organisation publique du transport ferroviaire. › Souhaite qu'on multiplie par cinq les investissements publics dans les infrastructures ferroviaires. Exige que les lignes ferroviaires qui ne peuvent être utilisées que par des véhicules diesel soient rapidement électrifiées ou converties à des technologies d'entraînement alternatives et durables. › Rejette toute privatisation directe ou indirecte des infrastructures de transport. › Souhaite transférer autant que possible le trafic aérien intérieur et intra-européen vers le rail. 	<p>P.29-39</p> <ul style="list-style-type: none"> › Désirent créer une nouvelle base pour la politique et la législation des transports avec une loi fédérale sur la mobilité. › Envisagent faire de l'économie allemande de la mobilité un pionnier des nouvelles solutions de mobilité et utiliser la numérisation de manière durable, inclusive et équilibrée pour le tournant du transport. L'accent est mis sur l'expansion des itinéraires pédestres, cyclistes et ferroviaires, sur une répartition équitable de l'espace, sur la conversion des infrastructures existantes et sur une mise en réseau intelligente et sans obstacles des moyens de transport respectueux de l'environnement. L'Allemagne doit devenir un pays pour les cyclistes et les piétons, c'est-à-dire doubler le nombre de déplacements à vélo et à pied d'ici 2030. veulent introduire une garantie de mobilité avec des normes d'accessibilité et d'aménagement définies par la loi. › Exigent une utilisation plus efficace des voitures grâce à la numérisation, à la conduite autonome et au renforcement des nouveaux services de mobilité. Vouloir que seules les voitures sans émissions soient nouvellement immatriculées à partir de 2030. › Souhaitent remplacer le plus rapidement possible le plan fédéral des infrastructures de transport par un nouveau plan fédéral des réseaux qui aligne systématiquement la planification des infrastructures de transport sur les exigences du tournant de la mobilité et qui réduit considérablement les nouvelles constructions et extensions d'autoroutes et de routes fédérales prévues jusqu'en 2030. › Désirent poursuivre le développement et la mise en œuvre du "Deutschlandtakt" et relier régulièrement toutes les grandes villes allemandes

Synopsis des programmes électoraux	CDU/CSU	SPD	AfD	FDP	DIE LINKE	Bündnis90/ DieGrünen
L'avenir de l'agriculture et de l'alimentation	<p>P.50,55</p> <ul style="list-style-type: none"> › Désirent permettre l'utilisation responsable des nouvelles technologies de reproduction sur la base de règles claires. › Avec la politique agricole commune (PAC), un changement de système vers une durabilité plus écologique a eu lieu. Augmentation des paiements directs pour les petites et moyennes exploitations (p.52). › Préconisent la poursuite de la promotion de la numérisation de l'agriculture. › Défendent une sylviculture multifonctionnelle et préconisent une prime à la séquestration du CO2. › Préconisent la création de solutions de données pénales et d'une plateforme numérique gouvernementale pour les données agricoles publiques ainsi que le développement d'un espace de données agricoles dans GAIA-X. › Désirent l'interopérabilité des données sur les machines agricoles entre les fabricants afin que les agriculteurs puissent optimiser leurs processus. 	<p>P.52-53</p> <ul style="list-style-type: none"> › Reste opposé aux plantes génétiquement modifiées. Souhaite orienter les subventions agricoles de manière à ce que l'agriculture respectueuse de l'environnement puisse faire face à la concurrence. › Défend les bons salaires et de bonnes conditions de travail pour les employés de l'agriculture et de la sylviculture et veut lutter contre les conditions de travail et de vie précaires des travailleurs migrants. › Désire permettre aux consommateurs de faire plus facilement des choix sains et durables, mais aussi de responsabiliser l'économie. › Appelle à la fin de la prolifération des labels auto-crésés par les entreprises sur la durabilité de leurs produits et au développement d'un label étatique contraignant. › Plaide en faveur d'une amélioration de la sécurité alimentaire par un renforcement des contrôles. 	<p>P.198,207</p> <ul style="list-style-type: none"> › Souhaite rendre la responsabilité de la politique agricole aux seuls États-nations, car la politique agricole commune (PAC) a fait plus de mal que de bien. › Demande que les subventions agricoles tiennent compte des performances des petites et moyennes exploitations familiales et simplifient la succession des exploitations. › Tend à débureaucratiser l'agriculture et réduire le fardeau des agriculteurs. › Envisage la révision de l'ordonnance sur les engrais, la suppression de la réduction pau- ciale des quantités d'engrais et l'identification précise des sources d'intrants selon le principe du pollueur-payeur, en tenant compte du rapport coût-efficacité et de la proportionnalité. › Souhaite assurer la gestion durable et la sauvegarde des forêts en promouvant le bois comme matériau de construction et source d'énergie. 	<p>P.81,84</p> <ul style="list-style-type: none"> › Les cultures génétiquement modifiées doivent être soumises à des critères d'approbation actualisés et scientifiquement fondés (p. 84). › Souhaite rendre les agriculteurs indépendants des paiements agricoles et les soulager d'une bureaucratie excessive. Appelle à une réorientation de la politique agricole européenne. › Promouvoir le concept de foresterie multifonctionnelle et préconiser une relation équilibrée entre les préoccupations écologiques et environnementales dans la gestion durable des forêts. › L'objectif est de faciliter l'adaptation de l'agriculture et de la sylviculture au changement climatique et de permettre aux entreprises agricoles et sylvicoles de mieux se prémunir contre les sécheresses et autres conséquences du changement climatique dans les bonnes années grâce à des réserves de compensation des risques de changement climatique exonérées 	<p>P.72,74</p> <ul style="list-style-type: none"> › La culture et le commerce de plantes génétiquement modifiées, y compris celles issues de nouveaux procédés de génie génétique, devraient être interdits (p. 73). › Préconise une réforme fondamentale de la politique agricole de l'UE. › Envisage de bonnes conditions de travail et de revenus par le biais de conventions collectives à l'échelle d'une région dans les secteurs de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche. › Promouvoir l'agriculture rurale, coopérative et écologique. Favorise une gestion forestière proche de la nature (p. 75). › Souhaite étendre l'agriculture biologique à au moins 25 % des terres agricoles d'ici 2030. › Demande qu'un soutien particulier soit accordé à l'agriculture coopérative, aux formes d'agriculture solidaire et aux associations de producteurs et de commercialisation. › Exige l'interdiction du glyphosate et des néonicotinoïdes. et les néonicotinoïdes. 	<p>P.17,21,24</p> <ul style="list-style-type: none"> › Principe directeur: absence de génie génétique (p. 48). › Préconisent que la politique agricole commune de l'UE devienne un instrument pour une politique agricole socio-écologique. › Souhaitent développer considérablement la recherche agricole pour l'écologisation de l'agriculture. › Exigent que les applications numériques soient ouvertes et abordables pour les petites exploitations. › Soutiennent la gestion forestière quasi-naturelle (p. 41). › Souhaitent que l'élimination progressive de la dépendance aux pesticides dans l'agriculture soit rapide et réalisable. › Désirent lutter contre les prix de dumping, la vente de denrées alimentaires à un prix inférieur à celui du producteur et la concentration dans l'industrie alimentaire et utiliser les possibilités offertes par la législation sur la concurrence et les ententes ainsi que la directive européenne contre les
		<ul style="list-style-type: none"> › Souhaite utiliser davantage le potentiel des voies navigables afin de transférer davantage le trafic de marchandises des poids lourds vers les voies navigables intérieures. 				<ul style="list-style-type: none"> et transférer le trafic de marchandises sur les chemins de fer. › Désirent investir 100 milliards d'euros supplémentaires dans le réseau ferroviaire et les gares d'ici 2035. › Souhaitent rendre les vols court-courriers superflus d'ici 2030 en développant les services ferroviaires et les conditions de concurrence qui reflètent les coûts écologiques. › Demandent que le quota de mélange pour la paraffine provenant de carburants à base d'électricité soit d'au moins 10% au lieu de 2% en 2030. Souhaitent l'introduction d'une taxe européenne sur le kérosène. › Désirent rendre le transport maritime neutre sur le plan climatique en fixant des objectifs contraignants de réduction des émissions et en l'incluant dans le système d'échange de droits d'émission de l'UE.

Synopsis des
programmes
électoraux

CDU/CSU

SPD

AfD

FDP

DIE LINKE

Bündnis90/ DieGrünen

- › Exigent que l'éducation nutritionnelle, le sport et l'accès à une bonne crèche et à des repas scolaires soient garantis pour chaque enfant.
- › Souhaitent développer davantage la recherche nutritionnelle à grande échelle en Allemagne.
- Préconiser la création d'une agence alimentaire nationale.

- › Rejette toute forme de taxation séparée des aliments, telle qu'une taxe sur la viande ou le sucre.
- › Exige que les produits soient étiquetés selon des normes définies.
- Milite pour l'amélioration de l'information sur les ingrédients et l'origine des produits.

- › Préconise la simplification de l'étiquetage des denrées alimentaires.

- › Soutient les jeunes agriculteurs et les jeunes entrepreneurs.
- › Exigent que les crèches, les écoles, les hôpitaux, les maisons de retraite, les cafétérias et les cantines soient soutenus pour proposer davantage d'aliments sains, régionaux et issus de l'agriculture biologique.
- › Envisagent de mener contre l'excès de sucre, de sel, de graisse et d'additifs dans les plats préparés, des stratégies de réduction contraignantes et des incitations économiques pour des produits plus sains.
- › Souhaitent rendre l'alimentation végétarienne et végétalienne plus attrayante et accessible à tous.
- › Désirent promouvoir l'introduction sur le marché d'alternatives végétales et de substituts de viande, et les rendre plus avantageux sur le plan fiscal.

État de droit et sécurité intérieure

Traiter l'extrémisme	P.112-113, 115f.	P.47	P.76	P.51	P.117-118	P.100, 196
	<ul style="list-style-type: none"> > S'opposent résolument à toutes les formes d'extrémisme, de terrorisme, de violence, de racisme et d'antisémitisme. > Préviennent la radicalisation par un travail éducatif ciblé, une attention particulière aux réseaux sociaux, un travail de prévention dans les prisons ainsi que par des programmes de formation. > Exigent un rapport régulier sur la radicalisation au Bundestag allemand. Exigez une "clause démocratique". Financement uniquement s'il y a un engagement clair envers l'ordre de base démocratique libre. > Les symboles, organisations et associations anticonstitutionnelles doivent être interdits. > Détention préventive pour les personnes dangereuses dès qu'elles deviennent pénalement responsables et sont prêtes à utiliser la violence. > La publicité de sympathie pour des organisations criminelles ou terroristes devrait être considérée comme une infraction punissable. Interdiction des armes et fouilles régulières pour empêcher la possession d'armes par les extrémistes. > Souhaitent de continuer à considérer l'extrémisme de droite comme la plus grande menace pour la société ouverte et l'ordre fondamental démocratique libre. > Demandent la création d'unités de police spéciales pour les "affaires non résolues" afin d'examiner les crimes graves non résolus ayant un arrière-plan possible d'extrémisme de droite pour de nouvelles approches d'enquête. 	<ul style="list-style-type: none"> > Soutient fermement la prévention et demande une loi sur la promotion de la démocratie afin de promouvoir les organisations de la société civile à long terme. > Appelle à des programmes de prévention et de déradicalisation dans les prisons. > Demande l'interdiction des organisations anticonstitutionnelles. > Désire continuer à agir contre la terreur et la violence avec toute la cohérence et la sévérité voulues. > Exige que l'extrémisme de droite soit combattu de manière conséquente dans les agences de sécurité et dans la Bundeswehr. > soutient la création de parquets spécialisés dans la poursuite de l'antisémitisme et du racisme. > L'Office pour la protection de la Constitution doit être maintenu en tant que système d'alerte précoce opérationnel. 	<ul style="list-style-type: none"> > Se concentre très fortement sur le phénomène de l'extrémisme de gauche et appelle à des efforts accrus dans ce contexte. Les fonds publics devraient être liés à une clause dite d'extrémisme. > Préconise l'interdiction de la plateforme "Indymedia". > Demande la classification des groupes d'extrême gauche violents ou soutenant la violence, appartenant à ce que l'on appelle Antifa, comme organisations terroristes. > Souhaite empêcher ou, si nécessaire, abolir le privilège que le gouvernement fédéral entend accorder aux "enquêtes antifa". > L'Office pour la protection de la Constitution est accusé d'être un "instrument politique de parti". Il convient donc de la mettre à l'épreuve. 	<ul style="list-style-type: none"> > S'élève contre toute forme d'extrémisme politique ou religieux. Appelle à un consensus à l'échelle de la société contre toutes les formes d'extrémisme, à un travail plus préventif du gouvernement fédéral et à des programmes opérationnels pour aider les gens à quitter le pays sur une base financière fiable. > Reconnaît que la lutte contre l'extrémisme de droite et le racisme constitue un défi particulier. > S'oppose activement à la discrimination et à l'hostilité de groupe et demande l'interdiction des associations d'extrême droite. > Désire maintenir la séparation des tâches des services de renseignement et de la police et ancrer l'exigence de séparation existante dans la Loi fondamentale. La protection de la constitution devrait être soumise à un contrôle parlementaire beaucoup plus important et les mesures de surveillance à un contrôle judiciaire. L'expertise scientifique au sein des autorités de sécurité doit être développée. 	<ul style="list-style-type: none"> > Exige une loi sur la promotion de la démocratie afin de promouvoir et de fournir un financement à long terme pour les projets de conseil mobile contre l'extrémisme de droite, le conseil aux victimes et les acteurs de la société civile ainsi que les initiatives antifa. > Demande que les services d'enquête de l'Office fédéral de la police criminelle (BKA) et du parquet fédéral (Bundesanwaltschaft) examinent de plus près la mise en réseau de la scène nazie militante. Les cas de violence d'extrême droite ne doivent plus être considérés comme des incidents isolés. > Le parti veut faire reculer l'extrême droite et promouvoir la démocratisation de la société en luttant, entre autres, contre la pauvreté et les bas salaires. > Demande une enquête scientifique sur les attitudes d'extrême droite et racistes au sein de la police et des forces armées et des contre-mesures actives, par exemple par le biais d'un centre de plaintes et d'information indépendant au niveau fédéral. > Soutient la création d'une commission d'enquête sur le terrorisme d'extrême droite. > Exige la publication de tous les dossiers de la NSU. > Souhaite supprimer l'Office fédéral de protection de la Constitution et tous les "services secrets" et les remplacer par un centre de surveillance de "l'autoritarisme et de la misanthropie liée aux groupes". 	<ul style="list-style-type: none"> > Exigent de tous les organes de sécurité qu'ils accordent la priorité à la lutte contre les structures d'extrême droite – également au sein des autorités de sécurité. > Désirent étendre massivement notre travail de prévention grâce à une stratégie de prévention en réseau à l'échelle nationale et nous concentrer également sur la dimension anti-ministe et nationaliste-ethnique de l'extrémisme de droite. > Les dossiers des comités d'enquête de la NSU devraient être rendus accessibles dans une archive sur la terreur d'extrême droite, similaire aux archives de la Stasi. > Souhaitent lancer des études scientifiques indépendantes sur le racisme et l'extrémisme de droite dans les différentes agences de sécurité, et enregistrer et poursuivre systématiquement les violences haineuses. > Exigent une loi de promotion de la démocratie pour la promotion à long terme et structurelle des acteurs de la société civile, notamment contre l'extrémisme de droite. > Plaident pour que la terreur soit combattue de manière décisive par un travail de prévention intersectionnel efficace, une meilleure mise en réseau des autorités de sécurité et une surveillance cohérente des personnes dites dangereuses. > La BFV : Office fédéral de la protection de la Constitution doit être fondamentalement restructurée : En un institut public et scientifique pour la protection de la Constitution et un Office fédéral de détection des dangers et de contre-espionnage réduit.

Synopsis des
programmes
électoraux

CDU/CSU

SPD

AfD

FDP

DIE LINKE

Bündnis90/ DieGrünen

AS

- > Désirent lutter de manière cohérente contre l'extrémisme de gauche violent.
- > Exigent une lutte cohérente contre l'islamisme avec toute la force de la loi.
- > rejettent toute forme d'affaiblissement de l'Office pour la protection de la Constitution.

L'Office fédéral doit continuer à être autorisé à utiliser des moyens de renseignement légaux et être strictement délimité des tâches de police. Exiger de tous les organes de sécurité qu'ils accordent la priorité à la lutte contre les structures d'extrême droite - également au sein des autorités de sécurité.

Pouvoirs des
autorités de
sécurité

P.106f., 109, 111, 115, 116-117

- > désirent intensifier encore la coopération horizontale et verticale de toutes les autorités de sécurité et l'adapter constamment aux défis actuels.
- > Les autorités chargées de la sécurité doivent être dotées de compétences et de pouvoirs actualisés afin que leur travail dans le monde numérique soit aussi efficace que dans le monde analogique. La vidéosurveillance des lieux de danger public devrait être étendue et l'utilisation de la reconnaissance faciale automatisée devrait être rendue possible.
- > La conservation des données devrait être rendue possible dans toute l'Europe, conformément aux droits fondamentaux. La surveillance des télécommunications à la source et les recherches en ligne devraient être rendues possibles de manière juridiquement sûre.
- > faudrait rendre possible un ratissage à l'échelle nationale, en fonction de la situation, ainsi que l'enregistrement automatique des plaques d'immatriculation par la police fédérale.
- > Dans le cas des personnes dangereuses, les possibilités de détention préventive et de bracelet électronique à la cheville doivent être étendues.

P.47,51

(pas d'explications détaillées)

- > Souhaite améliorer les structures des autorités chargées de la sécurité et assurer une meilleure articulation avec le système judiciaire

P.16,78,80

- > Souhaite étendre la zone de responsabilité de la police fédérale en matière de lutte contre la migration illégale et la criminalité transfrontalière à 50 km aux frontières nationales et à 80 km dans la zone maritime.
- > Appelle à l'utilisation de la vidéosurveillance, y compris des logiciels de reconnaissance faciale, afin d'améliorer les possibilités de recherche dans les lieux et bâtiments neutres en matière de criminalité.
- > Préconise que, dans le cadre de la recherche d'auteurs inconnus, les traces d'ADN existantes soient également examinées afin de déterminer les caractéristiques biogéographiques de la personne recherchée.
- > Envisage la détention préventive des personnes dangereuses tant qu'elles représentent un danger pour le grand public.

P.44,46-47

- > Demande une plus grande clarté dans les compétences, les responsabilités et les procédures. Le contrôle parlementaire et la supervision de la protection des données doivent être assurés, également dans le Centre commun de lutte contre le terrorisme (GTAZ) et le Centre commun de lutte contre l'extrémisme et le terrorisme (GETZ).
- > Au lieu de renforcer les pouvoirs de surveillance, le FDP est favorable à une réduction de la bureaucratie dans la police et la justice.
- > Conformément à la priorité accordée à la sécurité informatique, toute restriction des procédures cryptographiques et le maintien des lacunes de sécurité informatique par les autorités de sécurité sont rejetés. Il en va de même pour les chevaux de Troie dits "d'État", notamment pour la reconnaissance des renseignements.
- > Les recherches en ligne et l'exploitation des sources sont rejetées.
- > La conservation des données sans aucune raison est rejetée au profit d'une procédure de gel rapide ordonnée par un juge.
- > La vidéosurveillance n'est possible que dans les points chauds de la criminalité. L'utilisation de systèmes automatisés est rejetée.

P.95f., 118, 120, 122

- > Interdiction de l'achat, de l'exploitation ou de la commande de failles de sécurité informatique par les services de renseignement. Dans le domaine de la cyberdéfense, la Bundeswehr et les services de renseignement ne devraient avoir aucun pouvoir.
- > désirent revenir sur le durcissement des peines pour les infractions liées à la résistance. rejette l'extension des pouvoirs de la police fédérale.
- > Il faut mettre fin à la vidéosurveillance dans les espaces publics et interdire la reconnaissance faciale automatisée.
- > rejettent la conservation et le stockage centralisé des données biométriques. Il en va de même pour tout moyen de "l'espionnage, les écoutes et les fouilles clandestines".
- > L'interception des sources, les recherches en ligne et la conservation des données doivent être interdites. Les autorités chargées de la sécurité devraient disposer de plus de pouvoirs pour lutter contre la violence sur l'internet.

P.99,100-102

- > Ils sont fondamentalement opposés à une surveillance de masse généralisée qui place la population sous une suspicion générale. À cette fin, il convient d'établir un "compte de surveillance globale" permanent.
- > Rejeter l'utilisation de l'identification biométrique dans les espaces publics, telle que la reconnaissance faciale, ainsi que l'expansion aveugle de la vidéosurveillance, la conservation de données sans raison, les portes dérobées génétiques dans les appareils et applications numériques ou l'infiltration de dispositifs techniques.
- >> Exiger une définition européenne harmonisée du danger selon des critères de classification légalement vérifiables. Les personnes dangereuses doivent pouvoir être surveillées de près. Exiger la réforme de la coopération et de la communication entre les autorités de sécurité, y compris au-delà des frontières nationales. Exiger la création d'une base juridique pour les centres antiterroristes GTAZ et GETZ.

Synopsis des
programmes
électoraux

CDU/CSU

SPD

AfD

FDP

DIE LINKE

Bündnis90/ DieGrünen

> Un moratoire sur la législation en matière de sécurité est demandé. Une loi de surveillance globale devrait évaluer les anciennes et les nouvelles technologies de surveillance.

Lutte contre
le crime
organisé

P.110,112

> Souhaitent que les autorités d'enquête en Allemagne coopèrent sur une base suprarégionale et interagences. Au niveau européen, la coopération devrait être rendue plus efficace, notamment dans la perspective d'Europol. La coopération policière transfrontalière doit encore être développée.

> Désirent augmenter encore la pression du contrôle et des poursuites sur les clans criminels avec la politique de tolérance zéro et la politique des mille coups de couteau.

> Souhaitent lutter contre la ségrégation en sociétés parallèles criminelles et continuer à perturber systématiquement les clans criminels par des mesures individuelles continues, cohérentes et ciblées.

> Souhaitent étendre la coopération transfrontalière et interinstitutionnelle pour lutter efficacement contre la criminalité clanique, améliorer la présentation des résultats des situations et renforcer les échanges internationaux. Exiger des mesures de protection pour les enfants des familles claniques.

> Le blanchiment d'argent doit être combattu de manière encore plus conséquente. En cas d'origine peu claire des avoirs, jusqu'à et y compris un renversement de la charge de la preuve conformément à la constitution. Les transactions immobilières comme moyen de blanchiment d'argent, ainsi que le commerce des crypto-monnaies, devraient être plus fortement contrôlés.

P51

> Apelle à la lutte contre la criminalité organisée, notamment la traite des êtres humains, ainsi que le trafic de drogue, les cambriolages liés aux gangs et la criminalité en col blanc.

> L'origine de l'argent sale devrait être plus facile à prouver. Estime qu'un développement structurel continu et transsectoriel de la police d'État, de la police fédérale et des douanes, ainsi que de l'Office fédéral de police criminelle (BKA) et d'Europol, est nécessaire.

> Demande l'élargissement des compétences des douanes dans la lutte contre le blanchiment d'argent et le crime organisé.

> Souhaite lutter contre la criminalité organisée, notamment le trafic d'êtres humains et de drogues, les cambriolages résidentiels liés aux gangs et la criminalité économique.

P.80-81

> Désire lutter contre la criminalité organisée de manière décisive et durable.

> Appelle à une meilleure utilisation et à un développement plus poussé des instruments juridiques existants pour la confiscation des biens acquis criminellement.

> Souhaite que l'expulsion des étrangers actifs dans le domaine du crime organisé soit simplifiée. Le motif de l'expulsion doit être l'appartenance au CO.

P.46f.

> Plaide pour une lutte durable contre le crime organisé. En ce qui concerne la criminalité organisée opérant à l'échelle internationale, demande l'élargissement des capacités opérationnelles d'Europol, qui doit être développé en un véritable office européen de lutte contre la criminalité.

> Souhaite eut contrer les structures très efficaces et performantes du crime organisé pour la protection de l'État et de la société par des activités structurées et durables de l'État.

> Souhaite que la zone sombre du crime organisé classique soit également visée.

> Appelle en outre, à une lutte régulière contre la criminalité économique organisée..

(pas d'explications détaillées)

P.68,195

> Appellent à une forte coopération européenne dans la lutte contre la criminalité organisée internationale, en particulier des équipes de police européennes communes, la transformation d'Europol en un Office européen d'investigation criminelle et une coopération judiciaire plus étroite.

> Appellent à une stratégie globale contre le blanchiment d'argent. La responsabilité de la lutte contre le blanchiment d'argent devrait être entièrement transférée au gouvernement fédéral. Les fonds et les actifs illégaux doivent être confisqués de manière exhaustive.

Synopsis des
programmes
électorales

CDU/CSU

SPD

AfD

FDP

DIE LINKE

Bündnis90/ DieGrünen

Sources :

<https://www.ein-guter-plan-fuer-deutschland.de/programm/Beschluss+Programm.pdf> [letzter Abruf: 01.08.2021].

<https://www.spd.de/fileadmin/Dokumente/Beschluesse/Programm/SPD-Zukunftsprogramm.pdf> [letzter Abruf: 01.08.2021].

https://cdn.afd.tools/wp-content/uploads/si-tes/111/2021/06/20210601_AfD_Programm_2021_ONLINE.pdf [letzter Abruf: 01.08.2021].

https://www.fdp.de/sites/default/files/2021-06/FDP_Programm_Bundestagswahl2021_2.pdf [letzter Abruf: 01.08.2021].

https://www.die-linke.de/fileadmin/download/wahlen2021/Wahlprogramm/DIE_LINKE_Wahlprogramm_zur_Bundestagswahl_2021.pdf [letzter Abruf: 01.08.2021].

https://cms.gruene.de/uploads/documents/Wahlprogramm_DIE_GRUENEN_Bundestagswahl_2021.pdf [letzter Abruf: 01.08.2021].

Mentions légales

Konrad-Adenauer-Stiftung e.V.

Sebastian Enskat

Chef du département

Démocratie, droit et partis politiques

T +4930/26996-3383

sebastian.enskat@kas.de

Cette publication de la Konrad-Adenauer-Stiftung e.V. est uniquement destinée à des fins d'information. Il ne peut pas être utilisé par les partis politiques, les candidats aux élections ou leurs sympathisants à des fins de publicité électorale. Cela s'applique aux élections fédérales, régionales et locales ainsi qu'aux élections au Parlement européen.

L'œuvre est protégée par le droit d'auteur dans toutes ses parties. Toute exploitation est interdite sans le consentement de la Konrad-Adenauer-Stiftung e.V.. Cela s'applique en particulier, mais pas exclusivement, aux reproductions, traductions, microfilms et au stockage et au traitement par des systèmes électroniques.